



## Publication par la Banque de France du rapport sur la surveillance des moyens de paiement et des infrastructures des marchés financiers

La Banque de France, relayée par l'IEDOM dans les départements d'outre-mer, veille « au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement », « à la sécurité des systèmes de compensation, de règlement et de livraison des instruments financiers », ainsi qu'« à la sécurité des moyens de paiement scripturaux et à la pertinence des normes applicables en la matière ». Elle vient de publier le compte-rendu de ses actions en la matière sur la période 2012- 2014. Cette dernière a été marquée par le développement des transactions internet par cartes bancaires, la migration vers la norme SEPA, ou l'extension du champ de surveillance aux titres spéciaux de paiement dématérialisés (chèques cadeaux et titres restaurant notamment). Dans le cadre de cette nouvelle mission, la Banque de France a préparé un référentiel de sécurité présentant les objectifs de sécurité qui devront être atteints par les entreprises qui émettent et gèrent les titres spéciaux de paiement dématérialisés visés par l'arrêté du 17 juin 2013. La période a également été marquée par une évolution importante du cadre de surveillance des infrastructures des marchés financiers fixé par la BCE avec l'adoption en juin 2013 par le Conseil des gouverneurs des nouveaux principes CPMI/IOSCO plus exigeants que les précédents. Le premier chapitre du rapport traite des principales évolutions du cadre de surveillance de la Banque de France en matière d'infrastructures des marchés financiers et de moyens de paiement, le second chapitre traite des actions menées en matière de surveillance des infrastructures des marchés financiers et le troisième chapitre traite des actions qui concernent le domaine des moyens de paiement.

[https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/rapport-surveillance-des-moyens-de-paiement-et-des-systemes-d-echange-2014.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rapport-surveillance-des-moyens-de-paiement-et-des-systemes-d-echange-2014.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,4% en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 11,5% de novembre 2014 et à celui de 11,8% de décembre 2013. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,9% en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,0% de novembre 2014 et à celui de 10,6% de décembre 2013. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous les 10,0% dans l'UE28. Eurostat estime qu'en décembre 2014, 24,056 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,129 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 228 000 dans l'UE28 et de 157 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le chômage a baissé de 1,710 million de personnes dans l'UE28 et de 693 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2014 ont été enregistrés en Allemagne (4,8%) ainsi qu'en Autriche (4,9%), et les plus élevés en Grèce (25,8% en octobre 2014) et en Espagne (23,7%).

### OCDE

#### Objectif croissance 2015

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne une évaluation des réformes mises en place par les pays membres. Elle loue l'intensité des réformes menées en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, mais déplore leur faiblesse voire même leur diminution « dans la plupart des pays nordiques et du cœur de la zone euro ». Concernant la France, le rapport recommande l'allègement du coût du travail, la réforme du droit du travail, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de la lutte contre l'échec scolaire et la levée de certains freins à la concurrence.

<http://www.oecd.org/fr/economie/reformes-economiques-objectif-croissance.htm>

### Microfinance

#### La microfinance dans les Outre-mer

Un projet d'avis consacré à la « Microfinance dans les Outre-mer » a été présenté le 10 février à l'Assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental CESE. Parmi les propositions on trouve l'extension du suivi statistique de la microfinance par la Banque de France à l'ensemble des territoires ultramarins, en partenariat avec l'IEDOM et l'IEOM.

[www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf)

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030223097&categorieLien=id>

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## L'essoufflement du climat des affaires se confirme au 4<sup>e</sup> trimestre 2014

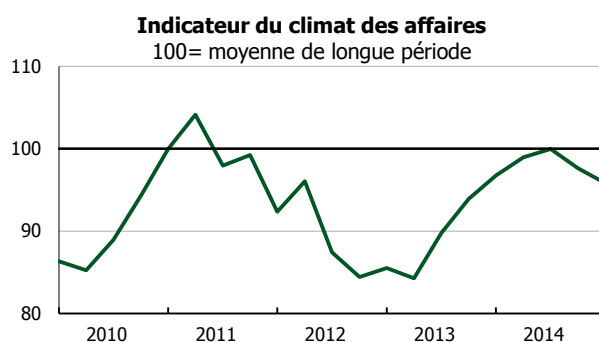
Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,8 point), mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent (-2,3 points). Il s'établit désormais à 95,8 points, en dessous de sa moyenne de longue période mais loin de ses points bas de 2009. L'indice est ainsi revenu à son niveau de fin 2013.

Cette évolution confirme l'inflexion du trimestre précédent (première baisse après cinq trimestres de hausse) et donne à penser que l'embellie du contexte économique s'essouffle, après un probable excès d'optimisme.

La baisse de l'ICA est imputable aux trois quarts à la composante passée, ce qui est conforme aux anticipations du trimestre précédent.

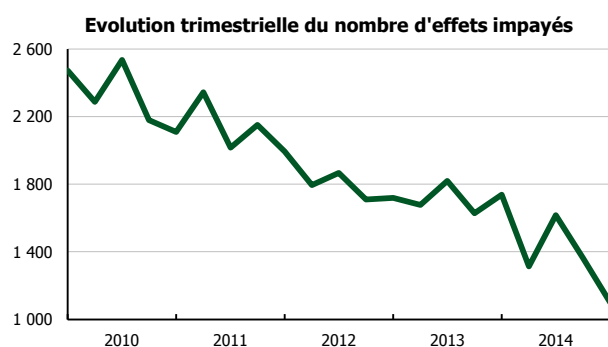
Le repli modéré de la composante future sur le trimestre (-0,9 point après -6,4 points au troisième trimestre) laisse néanmoins espérer une stabilisation en cours d'année.

Les « premières tendances » au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

## Nouvelle baisse du nombre d'effets de commerce impayés en 2014



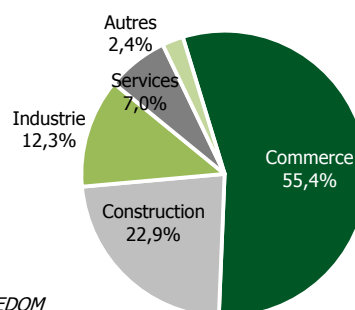
Source : IEDOM

La répartition par activité évolue peu ces trois dernières années. Avec 15,2 millions d'euros, le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Viennent ensuite le secteur de la construction, avec 22,9 % des montants impayés, l'industrie (12,3 %), et les services, où les montants d'impayés ont été divisés par deux.

En 2014, près de 6 000 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 13,2 % sur un an. La contraction observée ces cinq dernières années s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

Cette baisse du nombre d'impayés conjuguée à celle du montant moyen (-4,6 %) engendre un recul du montant total de 8,1 %, pour s'établir à 30,2 millions d'euros.

### Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2014



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2014	129,9	+0,1 %	-0,5 %
	IPC France entière		127,7	-0,1 %	+0,1 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2014	27 708	-2,5 %	+3,4 %
	Cumul (milliers d'euros)		304 829	-	+6,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Décembre 2014	407,8	+3,0 %	+5,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	4 672,4	-	+4,8 %
	Exportations (millions d'euros)	Décembre 2014	38,8	+35,5 %	+24,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	284,4	-	-4,0 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2014	134 250	-0,5 %	+0,9 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

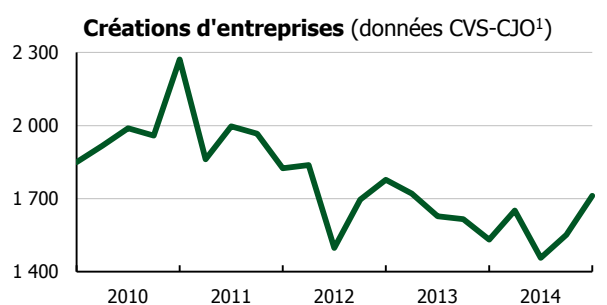
			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2014	207 437	+24,1 %	-0,8 %
	Cumul	cumul Déc.	2 062 033	-	+0,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	3 <sup>e</sup> trimestre 2014	174 000	+2,7 %	-8,1 %
	Cumul	cumul Sept.	525 700	-	-8,5 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Novembre 2014	21 370	-	-9,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2014	266,1	-	-16,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2014	15 474	-2,0 %	+0,7 %

### Hausse des créations d'entreprises au 4<sup>e</sup> trimestre 2014

Les créations d'entreprises augmentent de 10,2 % (données CVS-CJO<sup>1</sup>) au quatrième trimestre 2014. Cette hausse provient d'une reprise des créations hors auto-entreprises (+18,0 %). Le nombre de créations augmente particulièrement dans le « commerce, transports, hébergement et restauration » (+22,8 %). A l'inverse, les demandes d'immatriculation sous le statut d'auto-entrepreneur baissent sensiblement de 13,4 %, après un regain au 3<sup>e</sup> trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, La Réunion compte moins de 6 400 entreprises nouvelles, en retrait de 1,7 % par rapport à 2013. La baisse s'explique principalement par la chute des immatriculations sous le régime de l'auto-entrepreneur, comme en 2013. Hors auto-entreprises, la création progresse de 6 %. En France entière, le nombre de nouvelles entreprises s'inscrit hausse de 2,3 %, après une baisse de 2,1 % en 2013.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



<sup>1</sup> Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables  
Source : Insee - Sirene

### Analyse des évolutions de prix autour du passage des cyclones sur La Réunion

La Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) de La Réunion a publié une analyse sur l'évolution de prix autour du passage de cyclones, à travers les données de prix collectées sur le marché de gros de Saint-Pierre (prix à la production), en grandes surfaces et sur les marchés forains (prix au détail). L'étude examine plus spécifiquement l'impact du passage de Béjisa, en début d'année 2014. Elle montre que légumes, type brèdes ou salades disparaissent presque immédiatement des étals, suivis des autres légumes. Le prix des marchandises progresse rapidement. Par exemple, les prix de la salade batavia et du chou chou s'accroissent respectivement de 300 % et 243 % en quelques jours. Ces cours élevés incitent certains vendeurs à mettre en marché leur marchandise stockée, tandis que les consommateurs ont déjà fait des réserves en prévision de la pénurie. Cet excès d'offre face à une demande moindre engendre rapidement une pression à la baisse des prix, qui se stabilisent près d'un mois après Béjisa.

L'étude est disponible sur le [site de l'Agreste Réunion](#).

### Un couple sur trois est bi-actif

Au delà de 15 ans, la moitié des Réunionnais déclarent vivre en couple. Plus jeunes et avec plus d'enfants à charge, ils sont pourtant moins souvent en emploi que les couples métropolitains. Ainsi, seulement un tiers des couples sont composés de deux personnes qui travaillent. La part des bi-actifs progresse néanmoins depuis 2006 avec la hausse de l'activité des femmes, mais reste très faible dans les communes isolées. Lorsqu'un seul des conjoints travaille (35 % des couples), l'autre recherche un emploi dans un cas sur deux. Enfin, dans un couple sur trois, aucun des deux conjoints ne travaille.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%

\* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0820%	0,1280%	0,1440%	0,0860%	0,0100%	0,0540%	0,1320%	0,2700%

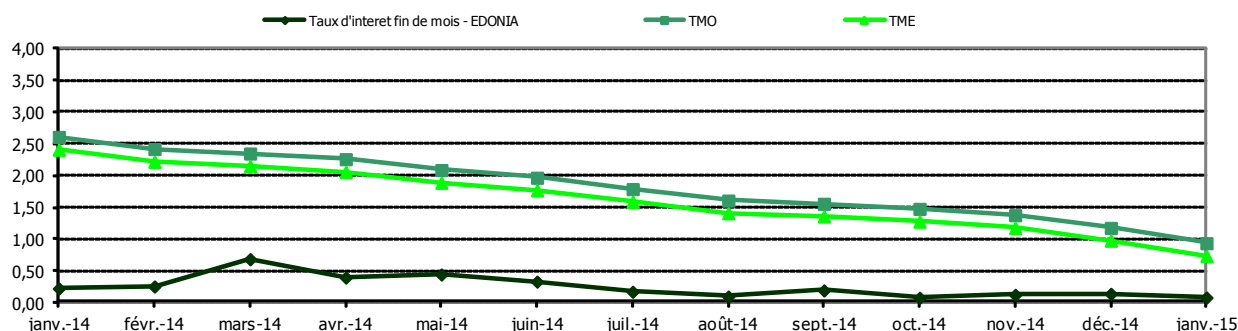
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
1,28%	1,18%	0,98%	0,74%	1,48%	1,38%	1,18%	0,94%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts-relais	4,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,37%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,21%	Découverts en compte	13,27%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

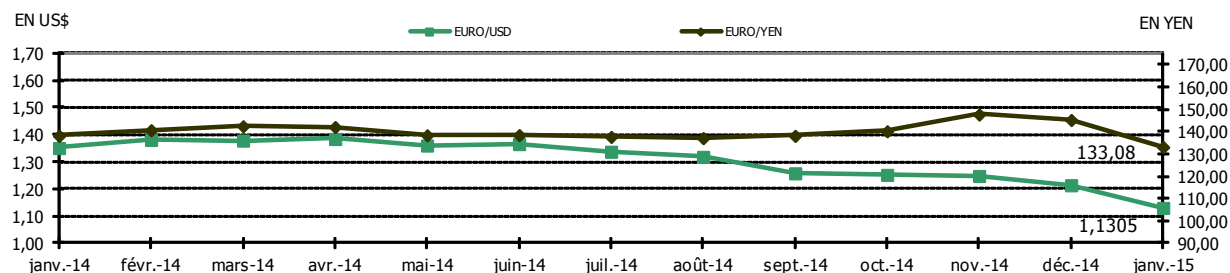
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1305	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1028	EURO/SRD (Surinam)	3,7266
EURO/JPY (Japon)	133,0800	EURO/BWP (Botswana)	10,8792	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0214
EURO/CAD (Canada)	1,4323	EURO/SCR (Seychelles)	15,5068	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5003
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7511	EURO/MUR (Maurice)	36,8815	EURO/BBD (La Barbade)	2,2586
EURO/SGD (Singapour)	1,5292	EURO/BRL (Brésil)	3,0114	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1494
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,7636	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,1054	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3171,7606	EURO/XCD (Dominique)	3,0493	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer : février 2015 - Dépôt légal : février 2015 - ISSN 1240-3857